

# Suivi des actions de groupes

2018 AG 1 DISCRIMINATION POLICE

Matière: FONCTIONNAIRES & AGENT PUBLICS

Mise à jour le :  
11/10/2023

<b>Personne morale visée par l'action :</b> Hospices civils de Beaune	<b>Jurisdiction initialement saisie:</b> TA de Paris	<b>Date d'enregistrement :</b> 12/09/2018	<b>Types de préjudices</b> Discrimination
--	---	--	--

<b>Nature du manquement invoqué</b> Discrimination dans l'évolution de carrières des personnels de la police nationale	<b>Nature des dommages allégués</b> Carrière, perte financière, atteinte vie privée et familiale	<b>Caractéristiques du groupe</b> Syndicat Alternative Police - CFDT, syndicat dédié aux policiers du corps d'encadrement et d'application, gardiens de la paix et gradés ainsi qu'aux adjoints de sécurités et cadets de la République
---	---	--

<b>Transmission au président de la Section du contentieux pour attribution à une juridiction</b> Oui	<b>ordonnance n°:</b> 426386	<b>Jurisdiction chargée de statuer sur l'action</b> TA de Paris
--	------------------------------	--

<b>Décisions rendues sur l'action</b>		
<b>Tribunal administratif</b> TA de Paris <b>Date:</b> 07/03/2018 <b>N°:</b> 1816174 <b>Requérant</b> SYNDICAT ALTERNATIVE POLICE - CFDT <b>Sens:</b> Rejet	<b>Cour administrative d'appel</b> <b>Date:</b> <b>N°:</b> <b>Requérant</b> <b>Sens:</b>	<b>Conseil d'Etat</b> <b>Date :</b> <b>N°:</b> <b>Requérant</b> <b>Sens:</b>

**Voies de recours ouvertes:**

Décision irrévocable

<b>Personne morale visée par l'action :</b> Ministre en charge de l'enseignement supérieur	<b>Juridiction initialement saisie:</b> CE	<b>Date d'enregistrement :</b> 12/09/2018	<b>Types de préjudices</b> Carrière et moral
---	---	--	---

<b>Nature du manquement invoqué</b> Faute de service de l'Etat en instaurant d'autres conditions que celles établies par le décret n° 2017-83 du 25 janvier 2017 relatif aux conditions dans lesquelles les titulaires du diplôme national de licence non admis en première année d'une formation de leur choix conduisant au diplôme national de master se voient proposer l'inscription dans une formation du deuxième cycle	<b>Nature des dommages allégués</b> préjudice de carrière et préjudice moral	<b>Caractéristiques du groupe</b> Tous les étudiants titulaires d'un diplôme de premier cycle ouvrant droit à l'inscription dans une formation de diplôme de premier cycle n'ayant reçu aucune proposition de formation du Rectorat compétent au titre des années 2017/2018 et 2018/2019 ou n'ayant pas pu s'inscrire sur le site internet « <a href="http://trouvermonmaster.gouv.fr">trouvermonmaster.gouv.fr</a> » en vue de cette proposition.
---	---	---

<b>Transmission au président de la Section du contentieux pour attribution à une juridiction</b> Oui	<b>ordonnance n°:</b> 424091	<b>Juridiction chargée de statuer sur l'action</b> TA de Bordeaux
--	------------------------------	--

<b>Décisions rendues sur l'action</b>		
<b>Tribunal administratif</b> TA de Bordeaux <b>Date:</b> 25/01/2019 <b>N°:</b> 1804379 <b>Requérant</b> ASSOCIATION PROMOTION DE DEFENSE DES ETUDIANTS <b>Sens:</b> Désistement	<b>Cour administrative d'appel</b> <b>Date:</b> <b>N°:</b> <b>Requérant</b> <b>Sens:</b>	<b>Conseil d'Etat</b> <b>Date :</b> <b>N°:</b> <b>Requérant</b> <b>Sens:</b>

**Voies de recours ouvertes:**

Décision irrévocable

<b>Personne morale visée par l'action :</b> Ville de Lyon	<b>Jurisdiction initialement saisie:</b> TA de Lyon	<b>Date d'enregistrement :</b> 21/08/2018	<b>Types de préjudices</b> Discrimination
--	--	--	--

<b>Nature du manquement invoqué</b> Discrimination indirecte en raison du sexe entre cadres d'emplois comparables (98 % des éducateurs de jeunes enfants de la ville de Lyon sont des femmes).	<b>Nature des dommages allégués</b> Manque à gagner sur les compléments de traitement servis aux éducateurs jeunes enfants par rapport aux techniciens principaux territoriaux.	<b>Caractéristiques du groupe</b> Appartenance au cadre d'emploi des éducateurs des jeunes enfants de la filière médico-sociale de la ville de Lyon relevant de la catégorie B.
---	--	--

<b>Transmission au président de la Section du contentieux pour attribution à une juridiction</b> Non	<b>ordonnance n°:</b>	<b>Jurisdiction chargée de statuer sur l'action</b> TA de Lyon
--	-----------------------	---

**Décisions rendues sur l'action**

<b>Tribunal administratif</b> TA de Lyon
<b>Date:</b> 29/04/2019 <b>N°:</b> <u>1806281</u>
<b>Requérant</b> SYNDICAT PERSONNEL ENCADREMENT VILLE DE LYON ET
<b>Sens:</b> Rejet

<b>Cour administrative d'appel</b> CAA de Lyon
<b>Date:</b> 15/07/2021 <b>N°:</b> <u>19LY02440</u>
<b>Requérant</b> SYNDICAT PERSONNEL ENCADREMENT VILLE DE LYON ET
<b>Sens:</b> Rejet

<b>Conseil d'Etat</b>
<b>Date :</b> <b>N°:</b>
<b>Requérant</b>
<b>Sens:</b>

**Voies de recours ouvertes:**

Décision irrévocable

<b>Personne morale visée par l'action :</b> Ville de Nancy	<b>Jurisdiction initialement saisie:</b> TA de Nancy	<b>Date d'enregistrement :</b> 10/06/2020	<b>Types de préjudices</b> Rémunération - Primes et indemnités
---	---	--	---

<b>Nature du manquement invoqué</b> méconnaissance, à l'égard des adjoints administratifs de restauration scolaire, de la réglementation (article 3 du décret no 2000-815 et règlement général relatif à la gestion du temps de travail) relatif au temps de pause méridienne	<b>Nature des dommages allégués</b> absence de rémunération du temps de pause méridienne, qui constituerait, dans les faits, un temps de travail effectif	<b>Caractéristiques du groupe</b> constats effectués lors de visites du syndicat dans les établissements scolaires
--	--	---

<b>Transmission au président de la Section du contentieux pour attribution à une juridiction</b> Non	<b>ordonnance n°:</b>	<b>Jurisdiction chargée de statuer sur l'action</b> TA de Nancy
--	-----------------------	--

<b>Décisions rendues sur l'action</b>		
<b>Tribunal administratif</b> TA de Nancy <b>Date:</b> 23/07/2020 <b>N°:</b> 2001356 <b>Requérant</b> SYNDICAT FA-FP <b>Sens:</b> Rejet	<b>Cour administrative d'appel</b> <b>Date:</b> <b>N°:</b> <b>Requérant</b> <b>Sens:</b>	<b>Conseil d'Etat</b> <b>Date :</b> <b>N°:</b> <b>Requérant</b> <b>Sens:</b>

**Voies de recours ouvertes:**

Décision irrévocable

<b>Personne morale visée par l'action :</b> Etat	<b>Jurisdiction initialement saisie:</b> CE	<b>Date d'enregistrement :</b> 22/07/2021	<b>Types de préjudices</b> Discrimination
---	--	--	--

<b>Nature du manquement invoqué</b> Manquement reproché à l'Etat tenant à laisser perdurer des contrôles d'identité discriminatoires généralisés sur l'ensemble du territoire national en raison de caractéristiques physiques associées à une origine réelle ou supposée.	<b>Nature des dommages allégués</b> Atteinte aux libertés fondamentales personnelles, à la dignité de la personne et au principe d'égalité devant la loi. Risque pour la cohésion sociale.	<b>Caractéristiques du groupe</b> Sous l'égide des associations requérantes*, victimes et témoins de contrôles d'identité discriminatoires. *Amnesty International France, Human Rights Watch, Maison communautaire pour un développement solidaire, Open Society Foundation London, Open Society Institute, association Pazapas Belleville et Réseau – Egalité, antidiscrimination, justice – interdisciplinaire.
---	--	--

<b>Transmission au président de la Section du contentieux pour attribution à une juridiction</b> Non	<b>ordonnance n°:</b>	<b>Jurisdiction chargée de statuer sur l'action</b> CE
--	-----------------------	---

<b>Décisions rendues sur l'action</b>		
<b>Tribunal administratif</b>  <b>Date:</b> <b>N°:</b> <b>Requérant</b>  <b>Sens:</b>	<b>Cour administrative d'appel</b>  <b>Date:</b> <b>N°:</b> <b>Requérant</b>  <b>Sens:</b>	<b>Conseil d'Etat</b> CE <b>Date :</b> 11/10/2023 <b>N°:</b> <u>454836</u> <b>Requérant</b> Amnesty International France et autres  <b>Sens:</b> Rejet

**Voies de recours ouvertes:**

Décision irrévocable

<b>Personne morale visée par l'action :</b> Préfecture du Pas-de-Calais	<b>Jurisdiction initialement saisie:</b> TA de Lille	<b>Date d'enregistrement :</b> 30/06/2021	<b>Types de préjudices</b> Préjudice moral
--	---	--	---

<b>Nature du manquement invoqué</b> Carence du département du Pas de Calais dans la prise en charge des mineurs isolés étrangers présents dans un bidonville	<b>Nature des dommages allégués</b> Préjudice morale en l'absence de prise en compte de besoins élémentaires,	<b>Caractéristiques du groupe</b> Tous les mineurs isolés étrangers qui étaient présents sur le bidonville de la Lande de Calais entre avril 2015 et octobre 2016.
---	--	---

<b>Transmission au président de la Section du contentieux pour attribution à une juridiction</b> Non	<b>ordonnance n°:</b>	<b>Jurisdiction chargée de statuer sur l'action</b> TA de Lille
--	-----------------------	--

<b>Décisions rendues sur l'action</b>		
<b>Tribunal administratif</b> TA de Lille  <b>Date:</b> N°: <u>2105144</u> <b>Requérant</b> GISTI  <b>Sens:</b>	<b>Cour administrative d'appel</b>  <b>Date:</b> N°: <b>Requérant</b>  <b>Sens:</b>	<b>Conseil d'Etat</b>  <b>Date :</b> N°: <b>Requérant</b>  <b>Sens:</b>

**Voies de recours ouvertes:**

<b>Personne morale visée par l'action :</b> Direction Interrégionale des services pénitentiaires de Rhône Alpes Auvergne	<b>Juridiction initialement saisie:</b> TA de Lyon	<b>Date d'enregistrement :</b> 21/09/2021	<b>Types de préjudices</b> Rémunération - Primes et indemnités
---	---	--	---

<b>Nature du manquement invoqué</b> Manquement de la Direction Interrégionale des services pénitentiaires de Rhône Alpes Auvergne de la pratique illégale de l'écrêtage des heures consistant en la disparition pure et simple de toutes les heures de travail effectivement réalisées au-delà de la limite réglementaire de 12 heures par mois pouvant figurer au crédit des agents.	<b>Nature des dommages allégués</b> Non prise en compte des heures de travail réalisées au-delà de la limite réglementaire de 12 heures par mois, 2109126	<b>Caractéristiques du groupe</b> Les surveillants pénitentiaires qui dépendent de la direction interrégionale des services pénitentiaires de Rhône-Alpes-Auvergne.
--	--	--

<b>Transmission au président de la Section du contentieux pour attribution à une juridiction</b> Oui	<b>ordonnance n°:</b> 457221	<b>Juridiction chargée de statuer sur l'action</b> TA de Lyon
--	------------------------------	--

<b>Décisions rendues sur l'action</b>		
<b>Tribunal administratif</b> TA de Lyon  <b>Date:</b> 07/07/2023 <b>N°:</b> 2109126  <b>Requérant</b> LE SYNDICAT REGIONAL UNION REGIONALE U.F.A.P. U.N.S.A. JUSTICE  <b>Sens:</b> Rejet	<b>Cour administrative d'appel</b>  <b>Date:</b> <b>N°:</b>  <b>Requérant</b>  <b>Sens:</b>	<b>Conseil d'Etat</b>  <b>Date :</b> <b>N°:</b>  <b>Requérant</b>  <b>Sens:</b>

**Voies de recours ouvertes:**

<b>Personne morale visée par l'action :</b> L'Etat (rectorat)	<b>Jurisdiction initialement saisie:</b> TA de Grenoble	<b>Date d'enregistrement :</b> 03/02/2022	<b>Types de préjudices</b> Indemnité spécifique pour le suivi des apprentis
--	--	--	--

<b>Nature du manquement invoqué</b> Absence de signature de la convention prévue par décret n° 99-703 du 3 août 1999, permettant l'indemnisation du suivi des apprentis.	<b>Nature des dommages allégués</b> Absence de rémunération spécifique concernant le suivi des apprentis.	<b>Caractéristiques du groupe</b> Personnels enseignants du secteur privé des établissements sous contrat avec l'Etat.
---	--	---

<b>Transmission au président de la Section du contentieux pour attribution à une juridiction</b> Non	<b>ordonnance n°:</b>	<b>Jurisdiction chargée de statuer sur l'action</b> TA de Grenoble
--	-----------------------	---

<b>Décisions rendues sur l'action</b>		
<b>Tribunal administratif</b> TA de Grenoble  <b>Date:</b> N°: <u>2200738</u>  <b>Requérant</b> SYNDICAT NATIONAL DE L'ENSEIGNEMENT PRIVE  <b>Sens:</b>	<b>Cour administrative d'appel</b>  <b>Date:</b> N°:  <b>Requérant</b>  <b>Sens:</b>	<b>Conseil d'Etat</b>  <b>Date :</b> N°:  <b>Requérant</b>  <b>Sens:</b>

**Voies de recours ouvertes:**



<b>Personne morale visée par l'action :</b> Etat	<b>Jurisdiction initialement saisie:</b> CE	<b>Date d'enregistrement :</b> 03/06/2022	<b>Types de préjudices</b> Discrimination
---	--	--	--

<b>Nature du manquement invoqué</b> Manquement discriminatoire résultant de la mise en oeuvre de la note du 2 août 2021 relative aux modalités de gestion du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnels (RIFSEEP) pour le corps des directeurs des services de greffe judiciaires et le corps des greffiers des services judiciaires	<b>Nature des dommages allégués</b> Préjudice financier pour les fonctionnaires ayant accédé au grade de principal avant le 1er janvier 2021	<b>Caractéristiques du groupe</b> Tous les directeurs des services de greffe judiciaires et les greffiers des services judiciaires ayant accédé au grade de principal avant le 1er janvier 2021, soit au total près de 4 500 fonctionnaires, sont affectés par la rupture d'égalité résultant de l'application de la note de gestion du 2 août 2021 du Ministre de la justice.
---	---	---

<b>Transmission au président de la Section du contentieux pour attribution à une juridiction</b> Oui	<b>ordonnance n°:</b> 464684	<b>Jurisdiction chargée de statuer sur l'action</b> TA de Lyon
--	------------------------------	---

<b>Décisions rendues sur l'action</b>		
<b>Tribunal administratif</b> TA de Lyon  <b>Date:</b> N°: <u>2300189</u>  <b>Requérant</b> UNSA SERVICES JUDICIAIRES  <b>Sens:</b>	<b>Cour administrative d'appel</b>  <b>Date:</b> N°:  <b>Requérant</b>  <b>Sens:</b>	<b>Conseil d'Etat</b>  <b>Date :</b> N°:  <b>Requérant</b>  <b>Sens:</b>

**Voies de recours ouvertes:**